

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- ★ **Règlement (CE) n° 533/2004 du Conseil du 22 mars 2004 relatif à l'établissement de partenariats européens dans le cadre du processus de stabilisation et d'association** 1
- Règlement (CE) n° 534/2004 de la Commission du 23 mars 2004 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 3
- Règlement (CE) n° 535/2004 de la Commission du 23 mars 2004 déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en mars 2004 pour certains produits du secteur des œufs et de la viande de volaille dans le cadre des règlements (CE) n° 1474/95 et (CE) n° 1251/96 peuvent être acceptées 5
- Règlement (CE) n° 536/2004 de la Commission du 23 mars 2004 déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en mars 2004 pour certains produits à base de viande de volaille peuvent être acceptées dans le cadre du régime prévu par le règlement (CE) n° 774/94 du Conseil portant ouverture et mode de gestion de certains contingents tarifaires communautaires pour la viande de volaille et certains autres produits agricoles 7
- ★ **Règlement (CE) n° 537/2004 de la Commission du 23 mars 2004 adaptant plusieurs règlements concernant le marché des fruits et légumes frais en raison de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie à l'Union européenne** 9
- Règlement (CE) n° 538/2004 de la Commission du 23 mars 2004 portant réduction du quota d'importation d'huile d'olive pour le mois d'avril 2004 dans le cadre du contingent tarifaire tunisien 18
- Règlement (CE) n° 539/2004 de la Commission du 23 mars 2004 fixant le prix du marché mondial du coton non égrené 20

Commission

2004/273/CE:

- ★ **Décision de la Commission du 18 mars 2004 adaptant la décision 2001/881/CE de la Commission, en ce qui concerne les ajouts et les suppressions à effectuer dans la liste des postes d'inspection frontaliers dans la perspective de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie** ⁽¹⁾ [notifiée sous le numéro C(2004) 823] 21

2004/274/CE:

- ★ **Décision de la Commission du 23 mars 2004 concernant certaines mesures de protection contre la peste aviaire hautement pathogène aux États-Unis d'Amérique** ⁽¹⁾ [notifiée sous le numéro C(2004) 1097] 27

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 533/2004 DU CONSEIL

du 22 mars 2004

relatif à l'établissement de partenariats européens dans le cadre du processus de stabilisation et d'association

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 181 A, paragraphe 2, première phrase,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen ⁽¹⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) Le Conseil européen de Feira, qui s'est tenu les 19 et 20 juin 2000, a confirmé que son objectif reste l'intégration la plus complète possible des pays des Balkans occidentaux dans le courant dominant politique et économique de l'Europe et a reconnu que tous les pays concernés sont des candidats potentiels à l'adhésion à l'Union européenne.
- (2) La déclaration de Zagreb, adoptée lors du sommet qui s'est tenu le 24 novembre 2000 entre les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne et des pays participant au processus de stabilisation et d'association, a reconnu que la perspective d'adhésion offerte dépend du respect des critères définis au Conseil européen de Copenhague de juin 1993 et des progrès accomplis dans la mise en œuvre des accords de stabilisation et d'association, notamment de ceux portant sur la coopération régionale.
- (3) Le Conseil européen de Thessalonique, qui s'est réuni les 19 et 20 juin 2003, a réaffirmé qu'il était résolu à soutenir pleinement et efficacement la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux, précisant qu'ils feront partie intégrante de l'Union européenne dès qu'ils répondront aux critères établis. Il a approuvé les conclusions du Conseil du 16 juin 2003 et notamment l'annexe intitulée «Agenda de Thessalonique pour les Balkans occidentaux: progresser sur la voie de l'intégration européenne». L'«Agenda de Thessalonique» définit les moyens permettant d'intensifier le processus de stabilisation et d'association, en particulier par l'élaboration de partenariats européens.
- (4) Selon la déclaration de Thessalonique adoptée lors du sommet organisé entre l'Union européenne et les pays des Balkans occidentaux le 21 juin 2003, l'«Agenda de

Thessalonique» est considéré comme devant être une priorité commune, que l'Union et les pays des Balkans occidentaux s'engagent à mettre en œuvre. Le processus de stabilisation et d'association enrichi demeure le cadre général du parcours européen des pays des Balkans occidentaux jusqu'à leur adhésion future.

- (5) Les partenariats européens en faveur des pays des Balkans occidentaux recenseront les actions à entreprendre en priorité en vue de soutenir les efforts qu'ils déploient pour se rapprocher de l'Union européenne et en établiront une liste qui servira de référence pour évaluer les progrès réalisés. Ils seront adaptés aux besoins spécifiques des pays et à leurs niveaux de préparation respectifs, ainsi qu'aux spécificités du processus de stabilisation et d'association, notamment la coopération régionale. Dans le cadre de l'élaboration des partenariats européens, des consultations informelles auront lieu avec les pays et, s'il y a lieu, avec la communauté internationale plus large.
- (6) Le rôle des partenariats européens, mis à jour selon les besoins, est d'aider les pays des Balkans occidentaux à se préparer à l'adhésion dans un cadre cohérent et à élaborer des plans d'action, assortis d'un calendrier de réformes et définissant les moyens précis par lesquels ils ont l'intention de satisfaire aux exigences d'une plus grande intégration dans l'Union européenne.
- (7) Il est approprié de concentrer l'aide communautaire sur les tâches à définir dans le cadre des partenariats européens, qui fourniront des orientations pour l'assistance financière et respecteront des principes, des priorités et des conditions déterminés.
- (8) L'aide communautaire dont bénéficient les pays des Balkans occidentaux en vertu du processus de stabilisation et d'association sera octroyée par l'intermédiaire des instruments financiers appropriés, en particulier le règlement (CE) n° 2666/2000 du Conseil du 5 décembre 2000 relatif à l'aide à l'Albanie, à la Bosnie-et-Herzégovine, à la Croatie, à la République fédérale de Yougoslavie et à l'ancienne République yougoslave de Macédoine ⁽²⁾; en conséquence, le présent règlement n'aura pas d'incidences financières.

⁽¹⁾ Avis rendu le 10 mars 2004 (non encore paru au Journal officiel).

⁽²⁾ JO L 306 du 7.12.2000, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 2415/2001 (JO L 327 du 12.12.2001, p. 3).

- (9) La programmation des ressources financières constituant l'aide communautaire devrait reposer sur les priorités des partenariats européens et être arrêtée conformément aux procédures fixées dans le cadre des instruments financiers concernés.
- (10) La révision des priorités établies dans les partenariats européens peut avoir une incidence politique importante sur les relations avec les pays des Balkans occidentaux. Il convient donc que le Conseil adopte les principes, priorités et conditions applicables à chaque partenariat européen.
- (11) Le suivi de ces partenariats européens est assuré dans le cadre des mécanismes établis au titre du processus de stabilisation et d'association, notamment les rapports annuels sur le processus de stabilisation et d'association,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Des partenariats européens sont mis en place en faveur de l'Albanie, de la Bosnie-et-Herzégovine, de la Croatie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Serbie-et-Monté-

négro, y compris le Kosovo, tel qu'il est défini par la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies du 10 juin 1999 (ci-après dénommés «partenaires»). Ces partenariats européens prévoient un cadre pour les priorités découlant de l'analyse de la situation de chacun des partenaires, sur lesquelles doivent se concentrer les préparatifs en vue d'une plus grande intégration dans l'Union européenne compte tenu des critères définis par le Conseil européen, ainsi que pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre du processus de stabilisation et d'association, y compris, le cas échéant, les accords de stabilisation et d'association, en particulier dans le domaine de la coopération régionale.

Article 2

Le Conseil arrête à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission, les principes, priorités et conditions devant figurer dans les partenariats européens, ainsi que les éventuelles modifications ultérieures.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 mars 2004.

Par le Conseil

Le président

B. COWEN

RÈGLEMENT (CE) N° 534/2004 DE LA COMMISSION
du 23 mars 2004

établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission du 21 décembre 1994 portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, et notamment son article 4, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'importation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe.

- (2) En application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 24 mars 2004.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 mars 2004.

Par la Commission

J. M. SILVA RODRÍGUEZ

Directeur général de l'agriculture

⁽¹⁾ JO L 337 du 24.12.1994, p. 66. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1947/2002 (JO L 299 du 1.11.2002, p. 17).

ANNEXE

du règlement de la Commission du 23 mars 2004 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(EUR/100 kg)

Code NC	Code des pays tiers ⁽¹⁾	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 00	052	106,4
	204	52,0
	212	125,1
	624	124,8
	999	102,1
0707 00 05	052	131,1
	096	93,1
	204	13,1
	999	79,1
0709 90 70	052	125,6
	204	56,5
	999	91,1
0805 10 10, 0805 10 30, 0805 10 50	052	45,8
	204	49,1
	212	55,0
	220	43,2
	400	38,4
	624	60,9
	999	48,7
0805 50 10	052	57,0
	220	31,0
	999	44,0
0808 10 20, 0808 10 50, 0808 10 90	388	86,1
	400	89,3
	404	77,3
	508	71,1
	512	74,9
	524	87,5
	528	80,4
	720	78,9
	999	80,7
0808 20 50	388	81,3
	512	64,0
	528	67,5
	720	34,9
	999	61,9

⁽¹⁾ Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 2081/2003 de la Commission (JO L 313 du 28.11.2003, p. 11). Le code «999» représente «autres origines».

RÈGLEMENT (CE) N° 535/2004 DE LA COMMISSION
du 23 mars 2004

déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en mars 2004 pour certains produits du secteur des œufs et de la viande de volaille dans le cadre des règlements (CE) n° 1474/95 et (CE) n° 1251/96 peuvent être acceptées

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1474/95 de la Commission ⁽¹⁾ portant ouverture et mode de gestion dans le secteur des œufs et pour les ovalbumines des contingents tarifaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1043/2001 ⁽²⁾, et notamment son article 5, paragraphe 5,

vu le règlement (CE) n° 1251/96 de la Commission du 28 juin 1996 portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires dans le secteur de la viande de volaille ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1043/2001, et notamment son article 5, paragraphe 5,

considérant ce qui suit:

Les demandes de certificats d'importation introduites pour avril 2004 sont, pour certains produits, inférieures ou égales aux quantités disponibles et peuvent, par conséquent, être satisfaites entièrement, et, pour d'autres produits, supérieures aux quantités disponibles et doivent donc être diminuées d'un pourcentage fixe pour garantir une répartition équitable,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Il est donné suite, dans la mesure visée à l'annexe du présent règlement, aux demandes de certificats d'importation introduites pour la période allant du 1^{er} au 30 avril 2004 en vertu des règlements (CE) n° 1474/95 et (CE) n° 1251/96.

2. Les demandes de certificats d'importation pour la période allant du 1^{er} mai au 30 juin 2004 peuvent être introduites pour la quantité totale visée à l'annexe du présent règlement, conformément aux dispositions des règlements (CE) n° 1474/95 et (CE) n° 1251/96.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 2004.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 mars 2004.

Par la Commission
J. M. SILVA RODRÍGUEZ
Directeur général de l'agriculture

⁽¹⁾ JO L 145 du 29.6.1995, p. 19.

⁽²⁾ JO L 145 du 31.5.2001, p. 24.

⁽³⁾ JO L 161 du 29.6.1996, p. 136.

ANNEXE

Groupe	Pourcentage d'acceptation des demandes de certificats d'importation introduites pour la période du 1 ^{er} au 30 avril 2004	Quantité totale disponible pour la période du 1 ^{er} mai au 30 juin 2004 (en t)
E1	100,00	122 613,60
E2	32,37	1 190,00
E3	100,00	13 187,80
P1	53,31	1 054,00
P2	100,00	2 130,08
P3	2,25	119,00
P4	5,43	170,00

RÈGLEMENT (CE) N° 536/2004 DE LA COMMISSION
du 23 mars 2004

déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en mars 2004 pour certains produits à base de viande de volaille peuvent être acceptées dans le cadre du régime prévu par le règlement (CE) n° 774/94 du Conseil portant ouverture et mode de gestion de certains contingents tarifaires communautaires pour la viande de volaille et certains autres produits agricoles

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1431/94 de la Commission du 22 juin 1994 établissant les modalités d'application dans le secteur de la viande de volaille du régime d'importation prévu par le règlement (CE) n° 774/94 du Conseil portant ouverture et mode de gestion de certains contingents tarifaires communautaires pour la viande de volaille et certains autres produits agricoles ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1043/2001 ⁽²⁾, et notamment son article 4, paragraphe 4,

considérant ce qui suit:

Les demandes de certificats d'importation introduites pour avril 2004 sont supérieures aux quantités disponibles et doivent donc être diminuées d'un pourcentage fixe pour garantir une répartition équitable,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Il est donné suite, dans la mesure visée à l'annexe du présent règlement, aux demandes de certificats d'importation introduites pour la période allant du 1^{er} au 30 avril 2004 en vertu du règlement (CE) n° 1431/94.
2. Les demandes de certificats d'importation pour la période allant du 1^{er} mai au 30 juin 2004 peuvent être introduites pour la quantité totale visée à l'annexe du présent règlement, conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1431/94.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 2004.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 mars 2004.

Par la Commission

J. M. SILVA RODRÍGUEZ

Directeur général de l'agriculture

⁽¹⁾ JO L 156 du 23.6.1994, p. 9.

⁽²⁾ JO L 145 du 31.5.2001, p. 24.

ANNEXE

Groupe	Pourcentage d'acceptation des demandes de certificats d'importation introduites pour la période du 1 ^{er} au 30 avril 2004	Quantité totale disponible pour la période du 1 ^{er} mai au 30 juin 2004 (en t)
1	1,47	1 207,00
2	1,57	867,00
3	1,52	561,00
4	1,88	306,00
5	2,46	119,00

RÈGLEMENT (CE) N° 537/2004 DE LA COMMISSION
du 23 mars 2004

adaptant plusieurs règlements concernant le marché des fruits et légumes frais en raison de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie à l'Union européenne

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le traité d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et notamment son article 2, paragraphe 3,

vu l'acte d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et notamment son article 57, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Il y a lieu d'apporter un certain nombre de modifications d'ordre technique à plusieurs règlements de la Commission relatifs à l'organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes afin de procéder aux adaptations nécessaires en raison de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie (ci-après «nouveaux États membres») à l'Union européenne.
- (2) L'article 3, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission du 21 décembre 1994 portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾ contient une liste des marchés représentatifs. Il convient d'inclure dans cette liste les marchés représentatifs des nouveaux États membres.
- (3) L'annexe au règlement (CE) n° 1168/1999 de la Commission du 3 juin 1999 fixant la norme de commercialisation applicable aux prunes ⁽²⁾ contient une liste non exhaustive de variétés à gros fruits. Il y a lieu de tenir compte, dans cette liste, des variétés traditionnelles existant en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.
- (4) L'article 3, paragraphe 2, l'article 5, paragraphes 2, 6 et 7, et l'article 6, paragraphes 2, 4 et 8, du règlement (CE) n° 1961/2001 de la Commission du 8 octobre 2001 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil en ce qui concerne les restitutions à l'exportation dans le secteur des fruits et légumes ⁽³⁾ comportent des mentions dans toutes les langues des États membres. Il convient d'inclure dans ces dispositions les versions linguistiques des nouveaux États membres.

- (5) L'article 4, paragraphe 2, et l'article 5, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 565/2002 de la Commission du 2 avril 2002 fixant le mode de gestion des contingents tarifaires et instaurant un régime de certificats d'origine pour l'ail importé des pays tiers ⁽⁴⁾ comportent des mentions dans toutes les langues des États membres. Il convient d'inclure dans ces dispositions les versions linguistiques des nouveaux États membres.
- (6) Il convient donc de modifier les règlements (CE) n° 3223/94, (CE) n° 1168/1999, (CE) n° 1961/2001 et (CE) n° 565/2002 en conséquence.
- (7) Les restitutions à l'exportation ne s'appliquent pas aux produits livrés aux nouveaux États membres après leur adhésion. Il convient donc d'abroger le règlement (CE) n° 1176/2002 de la Commission du 28 juin 2002 fixant les modalités particulières applicables pour l'exportation de certains fruits et légumes ou produits transformés à base de fruits et légumes vers l'Estonie et modifiant les règlements (CE) n° 1961/2001 et (CE) n° 1429/95,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À l'article 3 du règlement (CE) n° 3223/94, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Sont considérés comme représentatifs les marchés suivants:

- Belgique et Luxembourg: Bruxelles,
- République tchèque: Prague,
- Danemark: Copenhague,
- Allemagne: Hambourg, Munich, Francfort, Cologne, Berlin,
- Estonie: Tallinn,
- Grèce: Athènes, Thessalonique,
- Espagne: Madrid, Barcelone, Séville, Bilbao, Zaragoza, Valence,

⁽¹⁾ JO L 337 du 24.12.1994, p. 66. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1947/2002 (JO L 299 du 1.11.2002, p. 17).

⁽²⁾ JO L 141 du 4.6.1999, p. 5. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 46/2003 (JO L 7 du 11.1.2003, p. 61).

⁽³⁾ JO L 268 du 9.10.2001, p. 8. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1176/2002 (JO L 170 du 29.6.2002, p. 69).

⁽⁴⁾ JO L 86 du 3.4.2002, p. 11.

- France: Paris-Rungis, Marseille, Rouen, Dieppe, Perpignan, Nantes, Bordeaux, Lyon, Toulouse,
 - Irlande: Dublin,
 - Italie: Milan,
 - Chypre: Nicosie,
 - Lettonie: Riga,
 - Lituanie: Vilnius,
 - Hongrie: Budapest,
 - Malte: Attard,
 - Pays-Bas: Rotterdam,
 - Autriche: Vienne-Inzersdorf,
 - Pologne: Ożarów Mazowiecki-Bronisze, Poznań,
 - Portugal: Lisbonne, Porto,
 - Slovaquie: Bratislava,
 - Finlande: Helsinki,
 - Suède: Helsingborg, Stockholm,
 - Royaume-Uni: Londres.»
- Αίτηση με την επιφύλαξη του καθορισμού από την Επιτροπή ύψους επιστροφής ανώτερου ή ίσου προς ... (ελάχιστο ύψος που ζητά ο υποβάλλων αίτηση πιστοποιητικού) ευρώ/τόνο καθαρού βάρους κατά την πραγματική ημερομηνία της αίτησης
 - Application subject to the fixing by the Commission of a refund rate of not less than EUR .../t net (minimum rate sought by the applicant) on the actual date of application
 - Taotluse puhul kehtib tingimus, et komisjon kinnitab toetusemäära vähemalt ... eurot netotoni kohta (taotleja soovitud alammäär) tegelikul taotluse esitamise kuupäeval
 - Demande sous réserve de la fixation par la Commission d'un taux de restitution supérieur ou égal à ... (taux minimal demandé par le demandeur de certificat) euros/t net à la date effective de la demande
 - Az engedély kérelmezésének előfeltétele az, hogy a Bizottság a kérelmezés tényleges napján minimum az alábbi összegben rögzíti a visszatérítés mértékét: ... (az engedélykérelmező által igényelt legalacsonyabb visszatérítési mérték) euró/nettó tonna.
 - Domanda condizionata alla fissazione, da parte della Commissione, di un tasso di restituzione superiore o pari a ... (tasso minimo chiesto dal richiedente del titolo) EUR/t netta alla data effettiva della domanda
 - Paraiška atsizvelgiant į Komisijos nustatytą grąžinamosios išmokos dydį, ne mažesnį nei ... EUR/t neto (minimalus pareiškėjo pageidaujamas dydis) paraiškos pateikimo dieną
 - Uz pieteikumu attiecas faktiskajā pieteikuma iesniegšanas dienā Komisijas noteikta kompensācijas likme, kas nav mazāka par ... EUR/t tīrsvārā (pieteikuma iesniedzēja pieprasītā minimālā likme)
 - Applikazzjoni soġġetta għall-iffissar ta' rata ta' rifużjoni mill-Kummissjoni ta' mhux inqas minn EUR .../t netta (rata minima mitluba mill-applikant) fid-data attwali ta' l-applikazzjoni
 - Aanvraag onder voorbehoud dat de Commissie op de daadwerkelijke aanvraagdatum een restitutie vaststelt die niet lager is dan ... EUR/ton netto (door de certificaataanvrager gevraagd minimumrestitutie)
 - Wniosek podlegający ustaleniu przez Komisję stawki refundacji wyższej lub równej ... EUR/t netto (stawka minimalna wnioskowana przez osobę składającą wniosek o pozwolenie) w dniu składania wniosku
 - Pedido sob reserva da fixação pela Comissão de uma taxa de restituição superior ou igual a ... (taxa mínima pedida pelo requerente de certificado) EUR/tonelada líquida na data efectiva do pedido
 - Žiadosť s výhradou stanovenia výšky náhrady Komisiou najmenej ... EUR/t netto (minimálna výška požadovaná žiadateľom) ku skutočnému dňu podania žiadosti

Article 2

À l'annexe du règlement (CE) n° 1168/1999, l'appendice est remplacé par le texte qui figure à l'annexe du présent règlement.

Article 3

Le règlement (CE) n° 1961/2001 est modifié comme suit.

1) À l'article 3, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«Les demandes de certificats comportent dans la case 20 au moins l'une des mentions suivantes, dans laquelle le taux de restitution minimal demandé par le demandeur pour lui permettre d'exporter est exprimé par un nombre entier d'euros par tonne net:

- Solicitud condicionada a la fijación, por parte de la Comisión, de un tipo de restitución superior o igual a ... [tipo mínimo solicitado por el solicitante del certificado] EUR/tonelada neta, en la fecha efectiva de la solicitud
- Žádost s výhradou stanovení sazby subvence Komísi vyšší než nebo rovnající se EUR.../t (minimální sazba požadovaná žadatelem) ke skutečnému dni podání žádosti
- Ansøgning betinget af, at Kommissionen fastsætter en restitutionssats på mindst ... (den minimumssats, licensansøgeren ansøger om) EUR/t netto på den faktiske ansøgningsdato
- Antrag vorbehaltlich eines von der Kommission am tatsächlichen Tag der Antragstellung festgesetzten Erstattungssatzes von mindestens ... EUR/t Eigengewicht (vom Antragsteller beantragter Satz)

- Zahtevak, za katerega Komisija določi stopnjo nadomestila, višjo ali enako ... EUR/t (najnižja stopnja, zahtevana s strani vlagatelja) na dejanski datum vložitve zahtevka
- Hakemus, joka edellyttää, että komissio vahvistaa tukimäärän, joka on vähintään ... euroa/nettotonni (todistuksen hakijan pyytämä vähimmäismäärä) tosiasiassena hakupäivänä
- Ansökan med förbehåll för att kommissionen fastställer ett bidragsbelopp på minst ... (minimibidragssats som den licenssökande begärt) euro/ton nettovikt vid det faktiska datumet för ansökan.

Le demandeur de certificat ne peut pas demander un taux minimal supérieur au taux indicatif majoré de 50 %.

2) L'article 5 est modifié comme suit:

a) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Les certificats comportent dans la case 22 au moins l'une des mentions suivantes:

- Restitución válida para ... toneladas netas (cantidad para la que se haya expedido el certificado), como máximo
- Subvence platná pro nejmýše ... tun čistě hmotnosti (množství, na které je licence vydána)
- Restitutionen gælder for højst ... ton(s) netto (den mængde, licensen er udstedt for)
- Erstattung gültig für höchstens ... Tonnen Eigengewicht (Menge, für die die Lizenz erteilt wurde)
- Επιστροφή που ισχύει για ... (ποσότητα για την οποία εκδίδεται το πιστοποιητικό) κατ' ανώτατο όριο
- Refund valid for not more than ... tonnes net (quantity for which licence issued)
- Toetus kehtib maksimaalselt ... netotonni kohta (kogus, mille jaoks litsents on välja antud)
- Restitution valable pour ... (quantité pour laquelle le certificat est délivré) tonnes net au maximum
- A visszatérítés legfeljebb a következő mennyiségre érvényes: ... (az a mennyiség, melyre az engedélyt kiállították) nettó tonna
- Restituzione valida al massimo per ... (quantitativo per il quale è rilasciato il titolo) t nette
- Gražinamoji išmoka taikoma ne daugiau nei ... tonų neto (kiekis, kuriam išduota licencija)
- Kompensācija attiecas uz ne vairāk kā ... tonnām tīrsvārā (daudzums, par kuru izsniegta atļauja)
- Rifuzjoni valida għal mhux aktar minn ... tunnellata netta (kwantità li għaliha giet mahruġa l-licenzja)
- Restitutie geldig voor ten hoogste ... (hoeveelheid waarvoor het certificaat wordt afgegeven) ton netto
- Refundacja ważna dla nie więcej niż ... ton netto (ilość, dla której pozwolenie zostało wydane)
- Restituição válida para ... (quantidade em relação à qual é emitido o certificado) toneladas líquidas, no máximo

- Náhrada platná pre maximálne ... ton netto (množstvo, na ktoré sa povolenie vydáva)
- Nadomestilo veljavno za največ ... ton neto teže (količina, za katero je bilo izdano dovoljenje)
- Tukea myönnetään enintään ... nettotonnin määrälle (määrä, jolle todistus on myönnetty)
- Bidrag som gäller för högst ... ton nettovikt (kvantitet för vilken licensen är utfärdad).»

b) au paragraphe 6, le quatrième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Dans le cas où la date de début de validité n'est pas identique à la date de délivrance au sens du premier alinéa, elle est indiquée comme suit à la case 22 du certificat:

- Certificado válido a partir del ... (fecha de comienzo del período de validez)
- Licence platná od ... (den začátku platnosti)
- Licensen er gyldig fra ... (gyldighedsperiodens begyndelse)
- Lizenz gültig ab ... (Beginn der Gültigkeitsdauer)
- Πιστοποιητικό ισχύος από ... (ημερομηνία έναρξης ισχύος)
- Licence valid from ... (date of commencement of validity)
- Litsents kehtib alates ... (kehtivuse alguse kuupäev)
- Certificat valable à partir du ... (date de début de validité)
- Az engedély a következõ dátumtól érvényes: ... (az érvényesség kezdetének dátuma)
- Titolo valido dal ... (data di decorrenza della validità)
- Licencija galioja nuo ... (įsigaliojimo data)
- Atļauja derīga no (derīguma termiņa sākuma datums)
- Licenzja valida minn ... (data minn meta tibda l-validità)
- Certificaat geldig vanaf ... (datum van begin van de geldigheidsduur)
- Pozwolenie ważne od ... (data rozpoczęcia okresu ważności)
- Certificado válido a partir de ... (data de início da validade)
- Povolenie platné od ... (dátum začiatku platnosti)
- Dovoljenje veljavno od ... (datum začetka veljavnosti)
- Todistus voimassa ... (voimassaolon alkamispäivä) alkaen
- Licens giltig från ... (datum för giltighetstidens början).»

- c) le paragraphe 7 est remplacé par le texte suivant:
- «7. Le taux de restitution applicable est indiqué comme suit à la case 22 du certificat:
- Certificado con fijación anticipada de la restitución a un tipo de ... EUR/t neta
 - Licence s náhradou stanovenou předem ve výši ... EUR na tunu čistě hmotnosti
 - Licens med forudfastsættelse af restitutionen til ... EUR/ton netto
 - Lizenz mit Vorausfestsetzung der Erstattung zum Satz von ... EUR/t Eigengewicht
 - Πιστοποιητικό με προκαθορισμό της επιστροφής σε ... ευρώ/τόνο καθαρού βάρους
 - Licence with refund fixed in advance at EUR .../ tonne net
 - Litsents, mille puhul on eelnevalt kinnitatud toetus ... euro netotonni kohta
 - Certificat avec fixation à l'avance de la restitution au taux de ... euros/t net
 - A visszatérítés előzetes rögzítésével rendelkező engedély, a visszatérítés mértéke: ... euró/nettó tonna
 - Titolo con fissazione anticipata della restituzione al tasso di ... EUR/t netta
 - Licencija su iš anksto nustatyta grąžinamąja išmoka, kuri yra ... EUR/t neto
 - Atļauja ar iepriekš noteiktu kompensāciju ... EUR/t tīrsvārā
 - Licenzja b'rifużjoni stabbilita bil-quddiem f'EUR .../ tunnellata netta
 - Certificaat met vaststelling vooraf van de restitutie op ... EUR/ton netto
 - Pozwolenie z wcześniejszym ustaleniem refundacji w wysokości ... EUR/t netto
 - Certificado com prefixação da restituição à taxa de ... EUR/t líquida
 - Povolenie s vopred stanovenou náhradou vo výške ... EUR/t netto
 - Dovoljenje z vnaprejšnjо določitvijo nadomestila v višini ... EUR/t neto teže
 - Todistus, jossa vientitueksi on vahvistettu ennakolta ... euroa/nettotonni
 - Licens med förutfastställelse av bidraget på ett belopp av ... euro/ton nettovikt.»
- 3) L'article 6 est modifié comme suit:
- a) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:
- «2. Les demandes de certificats doivent être accompagnées d'une copie de la déclaration d'exportation des produits. Cette déclaration doit comporter au moins l'une des mentions suivantes:
- Exportación para la que se presentará una solicitud a posteriori de certificado de exportación sin fijación anticipada de la restitución (sistema B)
 - Vývoz, který je předmětem dodatečné žádosti o vývozní licenci bez subvence stanovené předem (systém B)
 - Udførsel, for hvilken der efterfølgende ansøges om eksportlicens uden forudfastsættelse af restitutionen (system B)
 - Ausfuhr, für die nachträglich eine Ausfuhrlizenz ohne Vorausfestsetzung der Erstattung beantragt wird (System B)
 - Εξαγωγή για την οποία θα υποβληθεί αίτηση εκ των υστέρων για την έκδοση πιστοποιητικού εξαγωγής χωρίς προκαθορισμό της επιστροφής (σύστημα Β)
 - Export to be the subject of an a posteriori application for an export licence without advance fixing of the refund (system B)
 - Ekspordi puhul taotletakse tagantjärele toetuse eelkinnituse ta eksportilitsentsi (süsteem B)
 - Exportation qui fera l'objet d'une demande a posteriori de certificat d'exportation sans fixation à l'avance de la restitution (système B)
 - Utólag benyújtott engedélykérelem tárgyát képező, a visszatérítés előzetes rögzítése nélküli kivitel (B rendszer)
 - Esportazione che sarà oggetto di una domanda a posteriori di titolo di esportazione senza fissazione anticipata della restituzione (sistema B)
 - Eksportas pagal vėlesnę paraišką eksporto licencijai be išankstinio grąžinamosios išmokos nustatymo (B sistema)
 - Uz izvešanu attiecas a posteriori pieteikums, lai saņemtu izvešanas atļauju bez iepriekš noteiktas kompensācijas (B sistēma)
 - Esportazzjoni għandha tkun soġġetta għall-applikazzjoni a posteriori għal-licenzja ta' esportazzjoni mingħajr fissazzjoni bil-quddiem tar-rifużjoni (sistema B)
 - Uitvoer waarvoor achteraf een uitvoercertificaat zonder vaststelling vooraf van de restitutie (B-stelsel) zal worden aangevraagd
 - Wywóz mający podlegać a posteriori wnioskowi o pozwolenie na wywóz bez wcześniejszego ustalenia refundacji (system B)
 - Exportação que será objecto de um pedido a posteriori de certificado de exportação sem prefixação da restituição (sistema B)
 - Vývoz, ktorý bude predmetom dodatočnej žiadosti o vývozné povolenie bez vopred stanovenej náhrady (systém B)
 - Izvoz, za katerega se naknadno zahteva izvozno dovoljenje brez vnaprejšnje določitve nadomestila (sistem B)

— Vientiä, josta jätetään jälkikäteen vientitodistus, johon ei sisälly tuen ennakkovahvistusta, koskeva hakemus (B-menettely)

— Export som kräver en ansökan i efterhand om exportlicens utan förutfastställelse av bidraget (system B).»

b) le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Les demandes de certificats et les certificats comportent dans la case 20 l'une des mentions suivantes:

— Solicitud de certificado de exportación sin fijación anticipada de la restitución con arreglo al artículo 6 del Reglamento (CE) n.º 1961/2001

— Žádost o vývozní licenci bez subvence stanovené předem v souladu s článkem 6 Nařízení Komise (ES) č. 1961/2001

— Ansøgning om eksportlicens uden forudfastsættelse af restitutionen, jf. artikel 6 i forordning (EF) nr. 1961/2001

— Antrag auf Erteilung einer Ausfuhrlizenz ohne Vorausfestsetzung der Erstattung gemäß Artikel 6 der Verordnung (EG) Nr. 1961/2001

— Αίτηση για έκδοση πιστοποιητικού εξαγωγής χωρίς προκαθορισμό της επιστροφής σύμφωνα με το άρθρο 6 του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 1961/2001

— Application for export licence without advance fixing of the refund in accordance with Article 6 of Regulation (EC) No 1961/2001

— Toetuse eelkinnituse ta ekspordilitsentsi taotlus vastavalt määruse (EÜ) nr 1961/2001 artiklile 6

— Demande de certificat d'exportation sans fixation à l'avance de la restitution conformément à l'article 6 du règlement (CE) n.º 1961/2001

— Az 1961/2001/EK rendelet 6. cikkének megfelelően a visszatérítés előzetes rögzítése nélküli kiviteli engedély iránt benyújtott kérelem

— Domanda di titolo di esportazione senza fissazione anticipata della restituzione, ai sensi dell'articolo 6 del regolamento (CE) n. 1961/2001

— Paraiška eksporto licencijai be išankstinio grąžinamosios išmokos nustatymo remiantis Reglamento (EB) Nr. 1961/2001 6 straipsniu

— Pieteikums, lai saņemtu izvešanas atļauju bez iepriekš noteiktas kompensācijas saskaņā ar Regulas (EK) Nr. 1961/2001 6. pantu

— Applikazzjoni għal-licenzji ta' esportazzjoni mingħajr iffissar bil-quddiem tar-rifużjoni skond l-Artikolu 6 tar-Regolament (KE) Nru 1961/2001

— Aanvraag om een uitvoercertificaat zonder vaststelling vooraf van de restitutie overeenkomstig artikel 6 van Verordening (EG) nr. 1961/2001

— Wniosek o pozwolenie na wywóz bez wcześniejszego ustalenia refundacji, zgodnie z art. 6 rozporządzenia (WE) nr 1961/2001

— Pedido de certificado de exportação sem prefixação da restituição, nos termos do artigo 6.º do Regulamento (CE) n.º 1961/2001

— Žiadost' o vývozné povolenie bez vopred stanovenej náhrady v súlade s článkom 6 nariadenia (ES) č. 1961/2001

— Zahtevak za izvozno dovoljenje brez vnaprejšnje določitve nadomestila v skladu s členom 6 Uredbe (ES) št. 1961/2001

— Asetuksen (EY) N:o 1961/2001 6 artiklan mukainen vientitodistushakemus ilman tuen ennakkovahvistusta

— Ansökan om exportlicens utan förutfastställelse av bidraget enligt artikel 6 i förordning (EG) nr 1961/2001.»

c) au paragraphe 8, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Les certificats d'exportations sont délivrés le quatorzième jour ouvrable suivant la fin de la période d'exportation au titre de cette période. Le certificat comporte à la case 22 au moins l'une des mentions suivantes, complétée par le taux de restitution fixé conformément au paragraphe 7, premier alinéa, et par la quantité éventuellement réduite au moyen du pourcentage de délivrance visé au paragraphe 7, second alinéa:

— Certificado de exportación sin fijación anticipada de la restitución por una cantidad de ... kilogramos de los productos que se indican en la casilla 16, a un tipo de ... EUR/tonelada neta

— Vývozní licence bez subvence stanovené předem na množství ... kilogramů produktů uvedených v poli 16, v sazbě ... EUR/t čisté hmotnosti

— Eksportlicens uden forudfastsættelse af restitutionen for en mængde på ... kg produkter, anført i rubrik 16, til en sats på ... EUR/ton netto

— Ausfuhrlizenz ohne Vorausfestsetzung der Erstattung für eine Menge von ... kg der in Feld 16 genannten Erzeugnisse zum Satz von ... EUR/t Eigengewicht

— Πιστοποιητικό εξαγωγής χωρίς προκαθορισμό της επιστροφής για ποσότητα ... χιλιογράμμων των προϊόντων που αναγράφονται στη θέση 16, ύψους ... ευρώ/τόνο καθαρού βάρους

— Export licence without advance fixing of the refund for ... kilograms of products as listed in box 16, at a rate of EUR .../tonne net

— Eelkinnituse ta ekspordilitsents ... kilogrammi lahtris 16 loetletud toodete toetuseks määraga ... eurot netotoni kohta

- Certificat d'exportation sans fixation à l'avance de la restitution pour une quantité de ... kilogrammes de produits figurant à la case 16, au taux de ... euros/t net
- A visszatérítés előzetes rögzítése nélküli kiviteli engedély ... kilogramm mennyiségű, a 16. rovatban feltüntetett termékekre, ... EUR/nettó tonna visszatérítési mértékkel
- Titolo di esportazione senza fissazione anticipata della restituzione per un quantitativo di ... kg dei prodotti indicati nella casella 16, al tasso di ... EUR/t netta
- Eksporto licencija be išankstinio grąžinamosios išmokos nustatymo ... kilogramams 16 langelyje nurodytų produktų, taikant ... EUR/t neto išmokos dydį
- Izvešanas atļauja bez iepriekš noteiktas kompensācijas par ... kilogramiem produktu, kas uzskaitīti 16. ailē, ar likmi ... EUR/t tīrsvārā
- Licenzja ta' esportazzjoni mingħajr iffissar bilquddiem tar-rifuzjoni għal ... kilogramm ta' prodotti kif elenkati fil-kaxxa 16, b' rata ta' EUR .../tunnellata netta
- Uitvoercertificaat zonder vaststelling vooraf van de restitutie voor een hoeveelheid van ... kg van de in vak 16 genoemde producten, met een eenheidsbedrag van de restitutie ... EUR/ton netto
- Pozwolenie na wywóz bez wcześniejszego ustalenia refundacji na ... kilogramów produktów wymienionych w polu 16, zgodnie ze stawką wynoszącą ... EUR/t netto
- Certificado de exportação sem prefixação da restituição para uma quantidade de ... quilogramas de produtos indicados na casa 16, à taxa de ... EUR/tonelada líquida
- Vývozné povolenie bez vopred stanovenej náhrady pre ... kilogramov produktov uvedených v kolónke 16, vo výške ... EUR/t netto
- Izvozno dovoljenje brez vnaprejšnje določitve nadomestila za ... kilogramov proizvoda, kot je navedeno v okencu 16, v višini ... EUR/t neto teže
- Vientitodistus, joka ei sisällä vientituen ennakkovahvistusta, ... kilogramman määrälle kohdassa 16 mainittuja tuotteita, tuen määrä ... euroa/nettotonni
- Exportlicens utan förutfastställelse av bidraget för en kvantitet av ... kilo av de produkter som anges i fält 16, till ett belopp av ... euro/ton nettovikt.»

Article 4

Le règlement (CE) n° 565/2002 est modifié comme suit:

- 1) à l'article 4, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:
 - «2. Les certificats sont valables pour le seul trimestre pour lequel ils ont été émis. Ils portent dans la case 24 une des mentions suivantes:
 - certificado expedido y válido solamente para el trimestre comprendido entre el 1 ... y el 28/29/30/31 ...
 - L Licence vydaná a platná pouze pro čtvrtletí od 1. ... do 28./29./30./31. ...
 - licens, der kun er udstedt og gyldig for kvartalet fra 1. ... til 28./29./30./31. ...
 - Lizenz nur erteilt und gültig für das Quartal vom 1. ... bis 28./29./30./31. ...
 - Πιστοποιητικό εκδοθέν και ισχύον μόνο για το τρίμηνο από την 1η ... έως τις 28/29/30/31 ...
 - licence issued and valid only for the quarter from 1 [month] to 28/29/30/31 [month]
 - Litsents on välja antud üheks kvartaliks alates 1. [kuu] kuni 28./29./30./31. [kuu] ja kehtib selle aja jooksul
 - certificat émis et valable seulement pour le trimestre du 1^{er} ... au 28/29/30/31 ...
 - Az engedélyt kizárólag a [hó] 1-jétől [hó] 28/29/30/31-ig terjedő negyedévre állították ki és kizárólag erre az időszakra érvényes
 - titolo rilasciato e valido unicamente per il trimestre dal 1° ... al 28/29/30/31 ...
 - Licencija išduota ir galioja tik vienam ketvirčiui nuo 1 [mėnuo] iki 28/29/30/31 [mėnuo]
 - atļauja izsniegta un derīga tikai ceturksnī no 1. [mēnesis] līdz 28/29/30/31 [mēnesis]
 - licenzja mahruğa u valida biss għal tliet xhur mill-1 ta' [xahar] sa' 28/29/30/31 ta' [xahar]
 - voor het kwartaal van 1 ... tot en met 28/29/30/31 ... afgegeven en uitsluitend in dat kwartaal geldig certificaat.
 - Pozwolenie wydane i ważne tylko na kwartał od 1 ... do 28/29/30/31 ...
 - certificado emitido e válido apenas para o trimestre de 1 de ... a 28/29/30/31 de ...
 - povolenie vydané a platné len pre štvrt'rok od 1. [mesiac] do 28./29./30./31. [mesiac]
 - dovoljenje, izdano in veljavno izključno za četrtletje od 1. ... do 28./29./30./31. ...
 - todistus on myönnetty 1 päivän ... ja 28/29/30/31 päivän ... väliselle vuosineljännekselle ja se on voimassa ainoastaan kyseisenä vuosineljänneksenä
 - licens utfärdad och giltig endast för tremånadersperioden den 1 ... till den 28/29/30/31 ...»

2) à l'article 5, paragraphe 2, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Ces demandes doivent porter dans la case 20 une des mentions suivantes:

- certificado solicitado para el trimestre comprendido entre el 1 ... y el 28/29/30/31 ...
- Licence požadovaná na čtvrtletí od 1. ... do 28./29./30./31. ...
- licens, der er ansøgt om for kvartalet fra 1. ... til 28./29./30./31. ...
- Lizenz beantragt für das Quartal vom 1. ... bis 28./29./30./31. ...
- Πιστοποιητικό που ζητήθηκε για το τρίμηνο από την 1η ... έως τις 28/29/30/31 ...
- licence sought for the quarter from 1 [month] to 28/29/30/31 [month]
- Litsentsi on taotletud 1. [kuu] kuni 28./29./30./31. [kuu] kestva kvartaliks
- certificat demandé pour le trimestre du 1^{er} ... au 28/29/30/31 ...
- A [hó] 1-jétől [hó] 28/29/30/31-ig terjedő negyedévre igényelt engedély
- titolo richiesto per il trimestre dal 1° ... al 28/29/30/31 ...
- licencija prašoma vienam ketvirčiui nuo 1 [mėnuo] iki 28/29/30/31 [mėnuo]
- atļauja pieprasīta par ceturksni no 1. [mēnesis] līdz 28/29/30/31 [mēnesis]

- licenzja mitluba għal tlett xhur mill-1 ta' [xahar] sa' 28/29/30/31 ta' [xahar]
- voor het kwartaal van 1 ... tot en met 28/29/30/31 ... aangevraagd certificaat.
- pozwolenie wnioskowane na kwartał od 1 ... do 28/29/30/31 ...
- certificado pedido para o trimestre de 1 de ... a 28/29/30/31 de ...
- povolenie požadované pre štvrt'rok od 1.[mesiac] do 28./29./30./31. [mesiac]
- dovoljenje, zahtevano za četrtletje od 1. ... do 28./29./30./31. ...
- todistus on haettu 1 päivän ... ja 28/29/30/31 päivän ... väliselle vuosineljännekselle
- licens begärd för tremånadersperioden den 1 ... till den 28/29/30/31 ...»

Article 5

Le règlement (CE) n° 1176/2002 est abrogé.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 2004 sous réserve de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 mars 2004.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE

«Appendice

Liste non exhaustive des variétés à gros fruits de *Prunus domestica*

Variété Cultivar et/ou nom commercial	Synonymes
Aleksona	
Ariel	
Apple	
Ave	
Belle de Louvain	Bella di Lovanio
Bernardina	
Bluefre	Blue Fré
Cacanska lepotica	Belle de Cacak, Cacaks Beauty, Cacaks Schöne
Cacanska najbolja	Meilleure de Cacak, Cacaks Beste
Cacanska rana	Précoce de Cacak, Cacaks Frühe
California Blue	California Blu
Carpatin	
Centenar	
Coe's Golden Drop	
De Fraile	Fraila
Denniston Superb	
Edinburgh	
Edwards	Colbus
Emma Leppermann	
Empress	
Erfdeel	
Giant	Burbanks Giant Prune
Grand Prix	Grand Prize
Hall	
Harris Monarch	Harris
Heron	
Impérial Epineuse	
Janand	
Jefferson	Jefferson's Gage
Jori's Plum	
Jubileum	
Julius	
June Blood	
Kometa	
Liisu	
Magna Glauca	
Manns Number One	
Marjorie's Seedling	
Merton Gage	Merton, Mereton
Merton Gem	
Monarch	
Monsieur hâtif	Early Orleans

Variété Cultivar et/ou nom commercial	Synonymes
Nueva Extremadura	
Oneida	
Ontario	Ontariopflaume
Pitestean	
Pond's Seedling	
President	
Prince Engelbert	
Prince of Wales	Prince de Galles
Prof. Collumbien	
Prune Martin	
Queen's Crown	Cox's Emperor
Quetsche Blanche de Létricourt	Quetsche Dr. Létricourt
Rausve	
Regina Claudia Mostruosa	
Regina d'Italia	
Reine-Claude d'Althan	Falso
Reine-Claude d'Oullins	Oullin's Gage
Seneca	
Skalve	
Staro vengrine	
Sugar Prune	
Sultan	
Swan Gage	
Tartu Punane	
Tragedy	
Utility	Laxton's Utility
Valor	
Victoria	
Vision	
Washington	
Zimmers Frühzwetsche»	

RÈGLEMENT (CE) N° 538/2004 DE LA COMMISSION
du 23 mars 2004

portant réduction du quota d'importation d'huile d'olive pour le mois d'avril 2004 dans le cadre du contingent tarifaire tunisien

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la décision 2000/822/CE du Conseil du 22 décembre 2000 relative à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République tunisienne concernant les mesures de libéralisation réciproques et la modification des protocoles agricoles de l'accord d'association CE/République tunisienne ⁽¹⁾,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil du 22 septembre 1966 portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses ⁽²⁾,

vu le règlement (CE) n° 312/2001 de la Commission du 15 février 2001 portant modalités d'application pour l'importation d'huile d'olive originaire de Tunisie et dérogeant à certaines dispositions des règlements (CE) n° 1476/95 et (CE) n° 1291/2000 ⁽³⁾, et notamment son article 2, paragraphes 3 et 4,

considérant ce qui suit:

(1) L'article 3, paragraphes 1 et 2, du protocole n° 1 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part ⁽⁴⁾, ouvre un contingent tarifaire, à droit nul, pour l'importation d'huile d'olive non traitée relevant des codes NC 1509 10 10 et 1509 10 90, entièrement obtenue en Tunisie et transportée directement de ce pays dans la Communauté, dans une limite prévue pour chaque année.

(2) L'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 312/2001 prévoit également des limites quantitatives mensuelles pour la délivrance des certificats.

(3) Des demandes ont été présentées les 16 et 17 février 2004 auprès des autorités compétentes françaises et italiennes, conformément à l'article 2, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 312/2001, pour la délivrance de certificats d'importation pour une quantité totale dépassant la limite de 1 000 tonnes prévue pour le mois de février.

(4) Dans ces circonstances, la Commission a fixé, par le règlement (CE) n° 293/2004 ⁽⁵⁾, un pourcentage d'attribution de 14,20 % permettant la délivrance des certificats au prorata de la quantité disponible,

(5) La version italienne du règlement (CE) n° 293/2004 a mentionné par erreur un pourcentage d'attribution de 91,49 % au lieu de 14,20 %. Les autorités italiennes ont donc délivré les certificats demandés à concurrence de 91,49 % de la quantité disponible. La quantité ainsi délivrée a dépassé de 135,24 tonnes la disponibilité du mois de février 2004.

(6) Il convient dès lors de réduire le quota du mois d'avril 2004 de la quantité correspondant à ce dépassement, à savoir 135,24 tonnes, portant ainsi le quota de ce mois à 7 864,76 tonnes au lieu des 8 000 tonnes réglementairement prévues,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le quota d'importation d'huile d'olive dans le cadre du contingent tarifaire tunisien pour le mois d'avril 2004 est de 7 864,76 tonnes, sans préjudice de la possibilité, prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement (CE) n° 312/2001, d'utiliser le reliquat éventuel du mois précédent après épuisement de ce quota.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 24 mars 2004.

Il est applicable à partir du 29 mars 2004.

⁽¹⁾ JO L 336 du 30.12.2000, p. 92.

⁽²⁾ JO L 172 du 30.9.1966, p. 3025/66. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1513/2001 (JO L 201 du 26.7.2001, p. 4).

⁽³⁾ JO L 46 du 16.2.2001, p. 3. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 406/2004 (JO L 67 du 5.3.2004, p. 10).

⁽⁴⁾ JO L 97 du 30.3.1998, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 50 du 20.2.2004, p. 11.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 mars 2004.

Par la Commission
J. M. SILVA RODRÍGUEZ
Directeur général de l'agriculture

RÈGLEMENT (CE) N° 539/2004 DE LA COMMISSION
du 23 mars 2004
fixant le prix du marché mondial du coton non égrené

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le protocole n° 4 concernant le coton, annexé à l'acte d'adhésion de la Grèce, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1050/2001 du Conseil ⁽¹⁾,

vu le règlement (CE) n° 1051/2001 du Conseil du 22 mai 2001 relatif à l'aide à la production de coton ⁽²⁾, et notamment son article 4,

considérant ce qui suit:

- (1) Suivant l'article 4 du règlement (CE) n° 1051/2001, un prix du marché mondial du coton non égrené est déterminé périodiquement à partir du prix du marché mondial constaté pour le coton égrené en tenant compte du rapport historique entre le prix retenu pour le coton égrené et celui calculé pour le coton non égrené. Ce rapport historique a été établi à l'article 2, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1591/2001 de la Commission du 2 août 2001 portant modalités d'application du régime d'aide pour le coton ⁽³⁾. Dans le cas où le prix du marché mondial ne peut pas être ainsi déterminé, ce prix est établi sur la base du dernier prix déterminé.
- (2) Aux termes de l'article 5 du règlement (CE) n° 1051/2001, le prix du marché mondial du coton non égrené est déterminé pour un produit répondant à certaines caractéristiques et en tenant compte des offres et des cours les plus favorables sur le marché mondial entre ceux qui sont considérés comme représentatifs de la

tendance réelle du marché. Aux fins de cette détermination, il est tenu compte d'une moyenne des offres et des cours constatés sur une ou plusieurs bourses européennes représentatives pour un produit rendu caf dans un port situé dans la Communauté et provenant de différents pays fournisseurs considérés comme étant les plus représentatifs pour le commerce international. Toutefois, des adaptations de ces critères pour la détermination du prix du marché mondial du coton égrené sont prévues pour tenir compte des différences justifiées par la qualité du produit livré ou par la nature des offres et des cours. Ces adaptations sont fixées à l'article 3, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1591/2001.

- (3) L'application des critères visés ci-dessus conduit à fixer le prix du marché mondial du coton non égrené au niveau indiqué ci-après,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le prix du marché mondial du coton non égrené, visé à l'article 4 du règlement (CE) n° 1051/2001, est fixé à 29,657 EUR/100 kg.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 24 mars 2004.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 mars 2004.

Par la Commission

J. M. SILVA RODRÍGUEZ

Directeur général de l'agriculture

⁽¹⁾ JO L 148 du 1.6.2001, p. 1.

⁽²⁾ JO L 148 du 1.6.2001, p. 3.

⁽³⁾ JO L 210 du 3.8.2001, p. 10. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1486/2002 (JO L 223 du 20.8.2002, p. 3).

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 18 mars 2004

adaptant la décision 2001/881/CE de la Commission, en ce qui concerne les ajouts et les suppressions à effectuer dans la liste des postes d'inspection frontaliers dans la perspective de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie

[notifiée sous le numéro C(2004) 823]

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2004/273/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le traité d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie, et notamment son article 2, paragraphe 3,

vu l'acte d'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie⁽¹⁾, et notamment son article 57,

considérant ce qui suit:

- (1) Pour certains actes adoptés par la Commission qui resteront valables au-delà du 1^{er} mai 2004 et nécessitent une adaptation en raison des adhésions, les adaptations nécessaires n'ont pas été prévues dans l'acte d'adhésion, en particulier dans son annexe II. Ces adaptations supplémentaires doivent être adoptées avant l'adhésion pour qu'elles soient applicables à compter de l'adhésion.
- (2) Le processus de l'élargissement entraînera un déplacement et un changement importants de la frontière terrestre de la nouvelle Communauté avec les pays tiers voisins, compte tenu de l'extension de la frontière côtière visant à y inclure une portion plus importante de la côte maritime des mers Baltique et Méditerranée et de l'addition de plusieurs aéroports internationaux.
- (3) Simultanément, compte tenu de l'adhésion, le marché unique se développera pour couvrir une grande partie de l'Europe centrale, et certains États membres, en particu-

lier l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie ne constitueront plus la frontière orientale de la Communauté avec les pays tiers et certains postes d'inspection frontaliers terrestres existants dans ces États membres cesseront de fonctionner en tant que tels.

- (4) Les lieux prévus qui sont proposés dans les nouveaux États membres comme postes d'inspection frontaliers avec les pays tiers ont fait l'objet d'une inspection par la Commission et également par des représentants des États membres et l'on estime que certains de ces lieux seront conformes aux exigences de l'Union européenne à la date de l'adhésion.
- (5) La liste publiée des postes d'inspection frontaliers agréés dans les États membres doit être adaptée, afin de tenir compte de ce changement de situation et une liste des postes d'inspection frontaliers dans les nouveaux États membres doit être ajoutée à ceux qui sont établis dans la décision 2001/881/CE de la Commission⁽²⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 2003/831/CE⁽³⁾.
- (6) Les listes des postes d'inspection frontaliers situés en Autriche, en Allemagne et en Italie doivent être modifiées afin de refléter la perte de la fonction de certains postes terrestres situés dans ces États membres.
- (7) La liste des nouveaux postes d'inspection frontaliers pourra être complétée ultérieurement par les postes supplémentaires dans les nouveaux États membres lorsque les installations seront terminées et que toutes les garanties nécessaires auront été fournies,

⁽¹⁾ JO L 236 du 23.9.2003, p. 33.

⁽²⁾ JO L 326 du 11.12.2001, p. 44.

⁽³⁾ JO L 313 du 28.11.2003, p. 61.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article 4

Article premier

L'annexe de la décision 2001/881/CE est complétée par la liste des postes d'inspection frontaliers figurant à l'annexe I.

La présente décision est applicable à partir de la date et sous réserve de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion de 2003.

Article 2

La liste des postes d'inspection frontaliers mentionnée à l'article 1^{er} sera revue le 1^{er} mai 2004, notamment pour y ajouter les nouveaux postes d'inspection frontaliers qui seront prêts à la date de l'adhésion, ou pour y supprimer tout poste d'inspection frontalier pour lequel le contrôle de la transposition de l'acquis communautaire donne un résultat insatisfaisant.

Article 5

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Article 3

Les postes d'inspection frontaliers figurant à l'annexe II sont supprimés des sections consacrées à l'Autriche, à l'Allemagne et à l'Italie dans l'annexe de la décision 2001/881/CE de la Commission.

Fait à Bruxelles, le 18 mars 2004.

Par la Commission
David BYRNE
Membre de la Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I — LIITE I — BILAGA I

País: CHIPRE — **Land:** CYPERN — **Land:** ZYPERN — **Χώρα:** ΚΥΠΡΟΣ — **Country:** CYPRUS — **Pays:** CHYPRE — **Paese:** CIPRO — **Land:** CYPRUS — **País:** CHIPRE — **Maa:** KYPROS — **Land:** CYPERN

1	2	3	4	5	6
Larnaka	2140099	A		HC(2), NHC-NT(2)	O

País: REPÚBLICA CHECA — **Land:** TJEKKIET — **Land:** TSCHECHISCHEN REPUBLIK — **Χώρα:** ΤΣΕΧΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ — **Country:** CZECH REPUBLIC — **Pays:** RÉPUBLIQUE TCHÈQUE — **Paese:** REPUBBLICA CECA — **Land:** TSJECHIË — **País:** REPÚBLICA CHECA — **Maa:** TŠEKKI — **Land:** TJECKIEN

1	2	3	4	5	6

País: ESTONIA — **Land:** ESTLAND — **Land:** ESTLAND — **Χώρα:** ΕΣΘΟΝΙΑ — **Country:** ESTONIA — **Pays:** ESTONIE — **Paese:** ESTONIA — **Land:** ESTLAND — **País:** ESTÓNIA — **Maa:** VIRO — **Land:** ESTLAND

1	2	3	4	5	6
Luhamaa	2300199	R		HC, NHC	U, E
Paldiski	2300599	P		HC, NHC-NT	

País: HUNGRÍA — **Land:** UNGARN — **Land:** UNGARN — **Χώρα:** ΟΥΓΓΑΡΙΑ — **Country:** HUNGARY — **Pays:** HONGRIE — **Paese:** UNGHERIA — **Land:** HONGARIJE — **País:** HUNGRIA — **Maa:** UNKARI — **Land:** UNGERN

1	2	3	4	5	6
Letenye	2401199	R		HC, NHC-NT	
Nagylak ⁽¹⁾	2401699	R		HC, NHC,	U, E, O
Röszke	2402299	R		HC, NHC-NT	
Záhony	2400199	R		HC, NHC-NT	

⁽¹⁾ Nagylak HU: Il s'agit d'un poste d'inspection frontalier (pour les produits) et d'un lieu de passage en frontière (pour les animaux vivants) à la frontière entre la Hongrie et la Roumanie, qui est soumis à des mesures transitoires conformément aux négociations et aux dispositions inscrites dans le traité d'adhésion pour les produits et les animaux vivants. Voir la décision 2003/630/CE de la Commission (JO L 218 du 30.8.2003, p. 55).

País: LETONIA — **Land:** LETLAND — **Land:** LETTLAND — **Χώρα:** ΛΕΤΤΟΝΙΑ — **Country:** LATVIA — **Pays:** LETTONIE — **Paese:** LETTONIA — **Land:** LETTLAND — **País:** LETÓNIA — **Maa:** LATVIA — **Land:** LETTLAND

1	2	3	4	5	6
Paternieki	2973199	R	IC1	HC, NHC-NT	
			IC2		U, E, O
Terehova	2972299	R		HC, NHC-T	U, E, O

País: LITUANIA — **Land:** LITAUEN — **Land:** LITAUEN — **Χώρα:** ΛΙΘΟΥΑΝΙΑ — **Country:** LITHUANIA —
Pays: LITUANIE — **Paese:** LITUANIA — **Land:** LITOUWEN — **País:** LITUÂNIA — **Maa:** LIETTUA — **Land:** LITAUEN

1	2	3	4	5	6
Kybartai	3001899	R		HC, NHC	
Kybartai	3002199	F		HC, NHC	
Lavoriskes	3001199	R		HC, NHC	
Medininkai	3001299	R		HC, NHC-T(FR) NHC-NT	U, E, O
Molo	3001699	P		HC-T(FR)(2), HC-NT(2) NHC-T(FR)(2), NHC-NT(2)	
Pilies	3002299	P		HC-T(FR)(2), HC-NT(2) NHC-T(FR)(2), NHC-NT(2)	
Salcininkai	3001499	R		HC, NHC	

País: MALTA — **Land:** MALTA — **Land:** MALTA — **Χώρα:** ΜΑΛΤΑ — **Country:** MALTA — **Pays:** MALTE —
Paese: MALTA — **Land:** MALTA — **País:** MALTA — **Maa:** MALTA — **Land:** MALTA

1	2	3	4	5	6
Luqa		A		HC(2), NHC(2)	O

País: POLONIA — **Land:** POLEN — **Land:** POLEN — **Χώρα:** ΠΟΛΩΝΙΑ — **Country:** POLAND — **Pays:** POLOGNE —
Paese: POLONIA — **Land:** POLEN — **País:** POLÓNIA — **Maa:** PUOLA — **Land:** POLEN

1	2	3	4	5	6
Korczoza	2518199	R		HC, NHC	U, E, O
Kukuriki	2506199	R		HC, NHC	U, E, O
Szczecin	2532199	P		HC, NHC	

País: ESLOVAQUIA — **Land:** SLOVAKIET — **Land:** SLOWAKEI — **Χώρα:** ΣΛΟΒΑΚΙΑ — **Country:** SLOVAKIA —
Pays: SLOVAQUIE — **Paese:** SLOVACCHIA — **Land:** SLOWAKIJE — **País:** ESLOVÁQUIA — **Maa:** SLOVAKIA —
Land: SLOVAKIEN

1	2	3	4	5	6
Vyšné Nemecké	3300199	R		HC, NHC	U, E

País: ESLOVENIA — **Land:** SLOVENIEN — **Land:** SLOWENIEN — **Χώρα:** ΣΛΟΒΕΝΙΑ — **Country:** SLOVENIA —
Pays: SLOVÉNIÉ — **Paese:** SLOVENIA — **Land:** SLOVENIË — **País:** ESLOVÉNIA — **Maa:** SLOVENIA —
Land: SLOVENIEN

1	2	3	4	5	6
Obrežje	2600599	R		HC, NHC-T(CH)(2), NHC-NT(2)	U, E, O

ANEXO II — BILAG II — ANHANG II — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II — ALLEGATO II —
BIJLAGE II — ANEXO II — LIITE II — BILAGA II

País: ALEMANIA — **Land:** TYSKLAND — **Land:** DEUTSCHLAND — **Χώρα:** ΓΕΡΜΑΝΙΑ — **Country:** GERMANY —
Pays: ALLEMAGNE — **Paese:** GERMANIA — **Land:** DUTSLAND — **País:** ALEMANHA — **Maa:** SAKSA —
Land: TYSKLAND

1	2	3	4	5	6
Dresden Friedrichstadt	0153499	F		HC, NHC	
Forst	0150399	R		HC, NHC-NT	U, E, O
Frankfurt/Oder	0150499	F		HC, NHC	
Frankfurt/Oder	0150499	R		HC, NHC	U, E, O
Furth im Wald-Schafberg	0149399	R		HC, NHC	U, E, O
Ludwigsdorf Autobahn	0152399	R		HC, NHC	U, E, O
Pomellen	0151299	R		HC, NHC-T(FR), NHC-NT	U, E, O
Schirnding-Landstraße	0149799	R		HC, NHC	O
Waidhaus	0150099	R		HC, NHC	U, E, O
Zinnwald	0152599	R		HC, NHC	U, E, O

País: ITALIA — **Land:** ITALIEN — **Land:** ITALIEN — **Χώρα:** ΙΤΑΛΙΑ — **Country:** ITALY — **Pays:** ITALIE —
Paese: ITALIA — **Land:** ITALIË — **País:** ITÁLIA — **Maa:** ITALIA — **Land:** ITALIEN

1	2	3	4	5	6
Gorizia	0301199	R		HC, NHC	U, E, O
Prosecco-Fernetti	0302399	R	Prodotti HC	HC	
			Prodotti NHC	NHC	
			Altri animali		O
			Tomaso Prioglio Spa		U, E

País: AUSTRIA — **Land:** ØSTRIG — **Land:** ÖSTERREICH — **Χώρα:** ΑΥΣΤΡΙΑ — **Country:** AUSTRIA —
Pays: AUTRICHE — **Paese:** AUSTRIA — **Land:** OOSTENRIJK — **País:** ÁUSTRIA — **Maa:** ITÄVALTA —
Land: ÖSTERRIKE

1	2	3	4	5	6
Berg	1300199	R		HC, NHC	U, E, O
Deutschkreutz	1300399	R		HC(2), NHC-NT	E, O, U(13)
Drasenhofen	1300499	R		HC, NHC	U, E, O
Heiligenkreuz	1300299	R		HC(2), NHC, (18)	
Hohenau	1300799	F			U
Karawankentunnel	1300899	R		HC(2), NHC-NT	E, O, U(13)
Nickelsdorf	1301099	R		HC, NHC	U, E, O

1	2	3	4	5	6
Sopron	1301199	F		HC(2), NHC-NT	
Spielfeld	1301299	R		HC, NHC	U, E, O
Villach-Süd	1301499	F		HC-NT, NHC-NT	
Wien-ZB-Kledering	1300599	F		HC(2), NHC-NT	
Wulowitz	1301699	F		NHC-NT(6)	
Wulowitz	1301699	R		HC, NHC-NT	E, O, U(13)
Berg	1300199	R		HC, NHC	U, E, O

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 23 mars 2004

concernant certaines mesures de protection contre la peste aviaire hautement pathogène aux États-Unis d'Amérique

[notifiée sous le numéro C(2004) 1097]

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2004/274/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 91/496/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté et modifiant les directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE⁽¹⁾, et notamment son article 18, paragraphes 6 et 7,

vu la directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté⁽²⁾, et notamment son article 22, paragraphes 1 et 6,

considérant ce qui suit:

- (1) La peste aviaire est une maladie virale très contagieuse touchant la volaille et les oiseaux, qui peut prendre rapidement les proportions d'une épizootie susceptible de constituer une grave menace pour la santé animale et humaine et de réduire fortement la rentabilité de l'aviculture.
- (2) Il y a un risque d'introduction de l'agent pathogène du fait des échanges internationaux de volailles vivantes et de produits à base de volaille.
- (3) Le 23 février 2004, les États-Unis d'Amérique ont confirmé l'apparition d'un foyer de peste aviaire hautement pathogène dans un troupeau de volailles de l'État du Texas (comté de Gonzales), à la suite d'un contrôle positif effectué le 17 février 2004.
- (4) La souche de peste aviaire détectée, qui est du sous-type H5N2, diffère de celle à l'origine de l'épidémie qui touche actuellement l'Asie. En l'état actuel des connaissances, le risque pour la santé humaine associé à ce sous-type est moindre que celui associé à la souche circulant en Asie (sous-type H5N1).
- (5) Toutefois, compte tenu du risque que comporte l'introduction de la maladie dans la Communauté pour la santé animale, les importations de volailles, de ratites, de gibier à plumes d'élevage et de gibier à plumes sauvage vivants et d'œufs à couver de ces espèces, de viande fraîche de volaille, de ratites, de gibier à plumes d'élevage et de

gibier à plume sauvage vivants, ainsi que de préparations et de produits carnés à base de ou contenant des viandes des espèces susvisées provenant d'oiseaux abattus après le 27 janvier 2004, et les importations d'œufs destinés à la consommation humaine, en provenance des États-Unis d'Amérique, ont été suspendues à compter du 25 février 2004 par décisions 2004/187/CE⁽³⁾ et 2004/256/CE⁽⁴⁾ de la Commission.

- (6) Conformément à la décision 2000/666/CE⁽⁵⁾ de la Commission, les importations d'oiseaux autres que les volailles sont autorisées en provenance de tous les États membres de l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale) et sont soumises à la présentation de garanties sanitaires par le pays d'origine ainsi qu'à des mesures strictes de quarantaine mises en oeuvre après l'importation dans les États membres.
- (7) Toutefois, les importations en provenance des États-Unis d'Amérique d'oiseaux autres que les volailles, y compris les oiseaux de compagnie accompagnant leur propriétaire, ont également été suspendues, à titre de mesure de précaution supplémentaire, par la décision 2004/187/CE afin d'exclure tout risque d'apparition de la maladie dans les stations de quarantaine sous la tutelle des États membres.
- (8) La décision 97/222/CE de la Commission⁽⁶⁾ dresse la liste des pays tiers en provenance desquels les États membres peuvent autoriser l'importation de produits à base de viande et établit les régimes de traitement visant à limiter le risque de transmission de la maladie par l'intermédiaire de ces produits. Le traitement à appliquer aux produits dépend de la situation sanitaire du pays d'origine à l'égard des espèces dont la viande provient; afin d'éviter qu'une charge inutile ne pèse sur les échanges, il convient de continuer à autoriser les importations de produits à base de viandes de volaille en provenance des États-Unis traités à une température à cœur d'au moins 70 °C.
- (9) Les mesures de contrôle sanitaire applicables aux matières premières pour l'élaboration des aliments pour animaux et des produits pharmaceutiques ou techniques permettent d'exclure du champ d'application de la présente décision les importations de ces produits faisant l'objet d'une surveillance.

⁽¹⁾ JO L 57 du 25.2.2004, p. 35.⁽²⁾ JO L 80 du 18.3.2004, p. 31.⁽³⁾ JO L 278 du 31.10.2000, p. 26, modifiée en dernier lieu par la décision 2002/279/CE (JO L 99 du 16.4.2002, p. 17).⁽⁴⁾ JO L 98 du 4.4.1997, p. 39, modifiée en dernier lieu par la décision 2003/826/CE (JO L 311 du 27.11.2003, p. 29).⁽¹⁾ JO L 268 du 24.9.1991, p. 56. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 96/43/CE (JO L 162 du 1.7.1996, p. 1).⁽²⁾ JO L 24 du 31.1.1998, p. 9.

- (10) Les États-Unis d'Amérique ont signé avec la Communauté européenne un accord relatif aux mesures sanitaires de protection de la santé publique et animale applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux ⁽¹⁾.
- (11) Les États-Unis d'Amérique ont communiqué quelques informations supplémentaires sur la situation sanitaire et sur les mesures d'éradication prises afin d'obtenir la mise en oeuvre par la Communauté de mesures de régionalisation conformément aux dispositions de l'accord vétérinaire. Toutefois, les informations actuellement disponibles ne permettent pas de réduire les mesures de protection prévues par la présente décision à une zone délimitée.
- (12) C'est pourquoi il convient de prolonger les mesures de protection applicables à l'ensemble du territoire des États-Unis d'Amérique et d'abroger la décision 2004/256/CE.
- (13) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les États membres suspendent les importations en provenance du territoire des États-Unis:

- de volaille, ratites, gibier sauvage et d'élevage à plumes vivants et d'œufs à couver de ces espèces,
- d'oiseaux autres que les volailles, y compris les oiseaux de compagnie accompagnant leur propriétaire,
- d'œufs destinés à la consommation humaine.

Article 2

Les États membres suspendent les importations en provenance du territoire des États-Unis:

- de viandes fraîches de volaille, de ratites, de gibier à plumes d'élevage et de gibier à plumes sauvage,
- de préparations carnées et de produits à base de viandes ou contenant des viandes des espèces susvisées.

Article 3

1. Par dérogation à l'article 2, les États membres autorisent l'importation des produits visés audit article issus d'animaux abattus avant le 27 janvier 2004.

2. Selon l'espèce ou les espèces concernées, les certificats vétérinaires accompagnant les lots visés au paragraphe 1 doivent porter les mentions suivantes:

«Viandes fraîches de volailles/viandes fraîches de ratites/viandes fraîches de gibier à plumes sauvage/viandes fraîches de gibier à plumes d'élevage/produit à base de viandes ou contenant des viandes de volaille, de ratites, de gibier sauvage ou d'élevage à plumes/préparation carnée à base de viandes ou contenant des viandes de volaille, de ratites, de gibier sauvage ou d'élevage à plumes (*) issues d'animaux ayant été abattus avant le 27 janvier 2004, conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la décision 2004/274/CE.

(*) Biffer les mentions inutiles.»

3. Par dérogation à l'article 2, les États membres autorisent l'importation de produits à base de viandes ou contenant des viandes de volaille, de ratites, de gibier sauvage ou d'élevage à plumes, lorsque les viandes de ces espèces ont subi l'un des traitements particuliers visés à la partie IV, points B, C et D, de l'annexe de la décision 97/222/CE de la Commission.

Article 4

La décision 2004/256/CE est abrogée.

Article 5

Les États membres modifient les mesures qu'ils appliquent aux importations de manière à les rendre compatibles avec la présente décision. Ils en assurent la publication immédiate et en informent sans délai la Commission.

Article 6

La présente décision sera réexaminée en fonction de l'évolution de la maladie et des informations fournies par les autorités vétérinaires des États-Unis d'Amérique.

Article 7

La présente décision s'applique jusqu'au 23 avril 2004.

Article 8

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 23 mars 2004.

Par la Commission

David BYRNE

Membre de la Commission

⁽¹⁾ Décision 98/258/CE du Conseil du 16 mars 1998 (JO L 118 du 21.4.1998, p. 1).